

F. 94 — 3081

[C — 27632]

**17 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le protocole n° 59/1 du Comité commun à l'ensemble des services publics du 13 juin 1991;

Vu le protocole n° 140 du Comité de secteur n° XVI, établi le 10 novembre 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Conseil d'Etat a annulé, par arrêt du 8 juillet 1994, l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er juillet 1993 portant le statut des fonctionnaires de la Région, pour le seul motif de l'incompétence de son auteur, à la suite de l'annulation de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent;

Considérant que, depuis lors, le personnel des Services du Gouvernement wallon se trouve soumis à un statut hybride constitué à la fois de normes applicables aux agents de l'Etat et de normes adoptées par le Gouvernement wallon et non annulées par le Conseil d'Etat, à savoir le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Considérant que cette situation a engendré une instabilité juridique préjudiciable au bon fonctionnement de l'Administration;

Considérant qu'à la suite de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut, une unanimité s'est dégagée en vue de procéder sans retard à la réfection immédiate de l'acte censuré par le Conseil d'Etat dans son arrêt du 8 juillet 1994 ainsi qu'à l'adoption d'un nouveau statut pécuniaire pour les fonctionnaires de la Région;

Considérant par ailleurs que l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays précise en son article 5, § 1er, alinéa 1er, qu'aucun accord entre employeur et travailleur prévoyant une augmentation de rémunération ne peut être pris entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996;

Considérant ainsi que la période durant laquelle des augmentations de rémunération peuvent être accordées au personnel des Services du Gouvernement wallon est très courte;

Considérant que les protocoles n°s 110 et 124 du Comité de secteur n° XVI des 9 décembre 1993 et 31 mars 1994 prévoient une révision générale des barèmes;

Considérant qu'il est impératif d'adopter sans retard les mesures permettant d'une part de remédier à l'instabilité juridique précitée et d'autre part, de rendre effective, avant le 1er janvier 1995, l'application des protocoles mentionnés ci-dessus à tous les fonctionnaires wallons;

Considérant que le présent arrêté reproduit l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région, lequel avait été soumis à l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

**CHAPITRE 1er. — Champ d'application et définitions**

**Article 1er.** Le présent arrêté s'applique aux fonctionnaires de la Région et aux stagiaires.

**Art. 2.** La rémunération des fonctionnaires de la Région comprend :

- 1° le traitement;
- 2° l'allocation de foyer ou l'allocation de résidence.

**Art. 3.** Les traitements des fonctionnaires de la Région sont fixés dans des échelles.

Les échelles de traitements comprennent :

- 1° un traitement minimum;
- 2° des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant :
  - a) d'augmentations intercalaires;
  - b) d'augmentations spéciales liées à l'évaluation;
- 3° un traitement maximum.

Chaque échelle de traitements est constituée d'un nombre de traitements exprimés en unités monétaires correspondant à leur montant annuel, non indexé, à 100 %.

**Art. 4.** L'allocation de foyer et l'allocation de résidence sont les allocations visées à l'article 57 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

**Art. 5.** L'ancienneté pécuniaire est constituée de la somme des services admissibles pour la fixation du traitement.

**Art. 6.** Constituent des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, les services prestés auprès des institutions suivantes :

1° toute institution de droit international dont est membre l'Etat fédéral, la Communauté française, la Communauté germanophone ou la Région wallonne;

2° toute institution qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Rwanda-Burundi, constituée ou non en personne juridique distincte;

3° toute institution de l'Etat fédéral relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire, constituée ou non en personne juridique distincte;

4° toute institution d'une Communauté ou d'une Région relevant du pouvoir décretaal ou du pouvoir exécutif, constituée ou non en personne juridique distincte;

5° toute institution relevant d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'une agglomération ou d'une fédération des communes, ainsi que toute institution relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

6° toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs, d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique ainsi que de toute institution ayant existé au Congo belge ou au Rwanda-Burundi, qui répondrait aux mêmes conditions.

## CHAPITRE II. — Des traitements

### Section Ire. — De la fixation des échelles de traitements

**Art. 7.** L'échelle de traitements attachée à chacun des grades que peuvent porter les fonctionnaires de la Région correspond au rang de ce grade et à l'importance de la fonction qui s'y rattache.

**Art. 8.** Chaque rang est doté de l'échelle mentionnée dans les tableaux repris à l'annexe I.

L'échelle est désignée par la lettre et le chiffre qui la surmontent dans les tableaux repris à l'annexe I.

### Section II. — De la fixation du traitement

#### Sous-section Ire. — Dispositions générales

**Art. 9.** Le traitement de tout fonctionnaire est fixé dans l'échelle de son rang.

**Art. 10.** Lors de toute modification du statut pécuniaire d'un grade, le traitement lié à ce grade est à nouveau fixé comme si le nouveau statut pécuniaire avait existé de tout temps.

Dans un même grade, lorsque le nouveau traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont le fonctionnaire bénéficie au moment de l'entrée en vigueur d'une nouvelle carrière pécuniaire, le bénéfice de l'ancienne carrière pécuniaire est maintenu jusqu'à ce qu'un traitement au moins égal soit obtenu dans la nouvelle carrière pécuniaire.

**Art. 11.** Le fonctionnaire n'obtient, à aucun moment, dans l'échelle attachée au grade auquel il a été promu, un traitement inférieur à celui dont il bénéficiait ou aurait bénéficié dans son grade antérieur.

**Art. 12.** Tout fonctionnaire de la Région bénéficie des augmentations spéciales.

Le bénéfice des augmentations spéciales à venir est suspendu à l'égard des fonctionnaires qui obtiennent une évaluation négative, pour la durée pendant laquelle ladite évaluation leur est attribuée.

#### Sous-section 2. — Des services admissibles

**Art. 13. § 1er.** Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires et des augmentations spéciales, les services effectifs que le fonctionnaire a antérieurement prestés auprès :

1° des institutions visées à l'article 6 soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaire de carrière;

2° des établissements d'enseignement des Communautés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes;

3° des établissements d'enseignement libres subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes;

4° des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes.

Par dérogation à l'alinéa 1er, sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires et des augmentations spéciales, et cela pour une durée maximale de six ans, les services visés à l'alinéa 1er prestés comme chômeur mis au travail dans une fonction comportant des prestations complètes.

§ 2. Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires et des augmentations spéciales les services effectifs que le fonctionnaire a antérieurement prestés dans une fonction rémunérée visée au § 1er mais qui comporte des prestations incomplètes, à concurrence de la durée proportionnelle d'une charge de travail à temps plein que ces services représentent au moment où ils sont prestés.

**Art. 14.** Pour l'application de l'article 13 :

1° le fonctionnaire est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par sa situation statutaire, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement;

2° sont complètes les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale;

3° sont réputés militaires de carrière :

a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;

b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires à l'exclusion des prestations d'entraînement;

c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;

d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement;

e) les aumôniers ainsi que les conseillers laïques des cadres actifs et les aumôniers de réserve ainsi que les conseillers laïques de réserve maintenus en temps de paix pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie ou du service des conseillers laïques.

**Art. 15. § 1er.** Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

§ 2. Les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont totalisés en fin d'année. Les fractions de mois totalisant des périodes de trente jours sont valorisées dans l'ancienneté pécuniaire, à concurrence d'un mois par période de trente jours.

Les services admissibles visés à l'alinéa 1er ne prennent effet, dans l'ancienneté pécuniaire, qu'au 1er janvier de l'année qui suit. Toutefois, ces services prennent effet au jour du recrutement en qualité de fonctionnaire ou de stagiaire ou au premier jour du mois qui suit le recrutement en cette qualité lorsque le jour du recrutement ne commence pas le mois.

Les fractions de mois inférieures en fin d'année à une période de trente jours sont reportées à l'année suivante où, en fin d'exercice, les dispositions prévues aux alinéas 1er et 2 leur sont à nouveau appliquées.

**Art. 16. § 1er.** Par dérogation à l'article 15, la durée des services admissibles que le fonctionnaire a prestés à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement est déterminée sur la base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes, établie conformément aux modèles figurant aux annexes II et III.

Les prestations complètes mentionnées sur cette attestation, pour lesquelles le paiement s'est effectué en dixièmes et qui ne représentent pas une année complète de services effectifs par année scolaire, sont comptabilisées jour par jour. Le nombre global des jours de service ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2. Le total de cette opération arithmétique est ensuite divisé par 30. Le produit obtenu donne le nombre de mois à prendre en considération; le reste est pris en considération de la manière prévue à l'article 15, § 2.

Les prestations complètes mentionnées sur la même attestation, qui prouvent que le fonctionnaire a été occupé pendant une année scolaire complète, valent pour un total de 300 jours et représentent une année de services admissibles.

§ 2. L'article 13, § 2, s'applique, moyennant les adaptations nécessaires, aux services admissibles que le fonctionnaire a prestés à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement.

**Art. 17.** La durée des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes que couvrent les services effectifs.

**Art. 18.** Pour toute période durant laquelle le fonctionnaire a conservé ou perdu ses titres à l'avancement de traitement dans un grade, les services qu'il aurait prestés à un autre titre ne sont pas pris en considération pour la fixation de son traitement dans ce grade ainsi que dans tout grade ultérieur qui s'y rattache en raison de l'enchaînement statutaire des qualités successives du fonctionnaire.

#### Sous-section 3. — Du calcul et du paiement du traitement

**Art. 19. § 1er.** Le traitement mensuel est égal à 1/12e du traitement.

Lorsque le fonctionnaire décède ou est admis à la retraite, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à répétition.

§ 2. Le traitement horaire est égal à 1/1 976e du traitement.

**Art. 20. § 1er.** Le traitement du mois qui n'est pas dû intégralement est fractionné en trentièmes.

Lorsque le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre de trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables.

Lorsque le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre de trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

§ 2. Lorsque le mois comprend deux périodes que différencient le montant du traitement ou l'imputation budgétaire de celui-ci,

1<sup>o</sup> le nombre de trentièmes dus pour la première période est déterminé conformément au § 1er;

2<sup>o</sup> le nombre total de trentièmes dus pour le mois est déterminé conformément au § 1er; ce nombre total est toujours égal à trente si le mois est payable intégralement;

3<sup>o</sup> le nombre de trentièmes dus pour la seconde période est égal à la différence entre le nombre total de trentièmes dus pour le mois et le nombre de trentièmes dus pour la première période.

**Art. 21. § 1er.** Le traitement mensuel est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Le traitement est rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1er janvier 1990.

§ 2. Le traitement horaire est affecté de la même indexation que le traitement du mois auquel il se rapporte.

#### Section III. — Du traitement en cas de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales et en cas d'absences pour convenance personnelle

**Art. 22.** Lorsque le fonctionnaire bénéficie du régime des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou lorsqu'il effectue des prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, la rétribution garantie est calculée au prorata des services effectifs.

**Art. 23.** Par dérogation à l'article 15, § 2, est intégralement valorisée dans l'ancienneté pécuniaire la période durant laquelle le fonctionnaire effectue des prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle.

**Art. 24.** En ce qui concerne les prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales et par dérogation à l'article 20, le traitement dû est calculé en multipliant le traitement mensuel par la fraction qui correspond à la proportion de ces prestations.

**Art. 25.** En ce qui concerne les prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle et par dérogation à l'article 20, le traitement dû est calculé en multipliant le traitement mensuel par la fraction qui correspond à la proportion de ces prestations.

#### CHAPITRE III. — Dispositions particulières à l'égard de fonctionnaires de la Région titulaires de grades correspondant à certaines qualifications

**Art. 26.** Le présent chapitre s'applique aux fonctionnaires de la Région et aux stagiaires, candidats fonctionnaires de la Région, au recrutement desquels a été exigé un diplôme d'ingénieur civil, d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste et des industries agricoles, d'ingénieur géologue, de licencié en informatique, de licencié en pharmacie, de docteur en sciences, de docteur en sciences chimiques, de docteur en médecine vétérinaire ou de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.

**Art. 27.** Les fonctionnaires qui sont nommés par conversion de grade au grade d'attaché ainsi que les stagiaires qui sont recrutés au grade d'attaché bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A6.

**Art. 28.** Les fonctionnaires qui sont nommés par conversion de grade au grade de premier attaché bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A5.

Les fonctionnaires titulaires du grade d'attaché correspondant à une qualification visée à l'article 26 bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A5 dès qu'ils sont promus par avancement de grade au grade de premier attaché.

**Art. 29.** Les fonctionnaires qui sont nommés par conversion de grade au grade de directeur bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A4.

Les fonctionnaires titulaires du grade de premier attaché correspondant à une qualification visée à l'article 26 bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A4 dès qu'ils sont promus par avancement de grade au grade de directeur.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

##### Section Ire. — Dispositions générales et abrogatoires

**Art. 30.** Le Gouvernement wallon statue sur les cas où se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du présent arrêté, un tempérament soit apporté à l'application des règles qu'il édicte.

**Art. 31.** Sont abrogés, en ce qui concerne les services auxquels s'applique l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région :

1° l'arrêté royal du 3 décembre 1969 concernant les statuts administratif et pécuniaire du personnel mécanographique des centres de traitement de l'information des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté ministériel du 11 décembre 1970 et par les arrêtés royaux des 20 juin 1973, 10 juin 1975, 14 janvier 1977 et 12 avril 1978;

2° l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 4 janvier 1974, 2 juin 1975, 5 décembre 1978, 27 juillet 1981, 30 mars 1983, 4 novembre 1987, 3 décembre 1987, 16 août 1988, 27 juillet 1989, 13 décembre 1989, 21 mars 1990, 7 août 1991, 6 novembre 1991, 18 novembre 1991 et par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 19 novembre 1992, 23 décembre 1992, 17 juin 1993 et 4 novembre 1993;

3° l'arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs ministères, modifié par les arrêtés royaux des 12 novembre 1973, 4 janvier 1974, 12 mai 1975, 17 janvier 1978, 5 décembre 1978, 16 novembre 1979, 12 février 1980, 4 juin 1982, 16 août 1988, 13 décembre 1989, 21 mars 1990, 7 août 1991, 6 novembre 1991, 12 novembre 1991 et par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 19 novembre 1992, 23 décembre 1992, 17 juin 1993 et 4 novembre 1993;

4° l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 5 décembre 1978, 27 juillet 1981, 10 septembre 1981, 4 novembre 1987, 16 août 1988, 13 décembre 1989, 21 mars 1990, 7 août 1991, 6 novembre 1991 et par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 19 novembre 1992, 23 décembre 1992, 17 juin 1993 et 4 novembre 1993;

5° l'arrêté royal du 11 février 1977 relatif à l'octroi de l'échelle de traitements dite de « sélectionné » à des agents de certains ministères;

6° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 mai 1985 fixant les échelles de traitements des grades particuliers du Ministère de la Région wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 novembre 1993;

7° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 octobre 1986 fixant le traitement du grade particulier d'agent technique en chef des Eaux et Forêts (rang 33);

8° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 décembre 1989 fixant les échelles des traitements pour les grades de chimiste-chef de station, chef de laboratoire, chimiste-chef de laboratoire et aide-technique en chef;

9° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1990 fixant les échelles de traitements afférentes aux grades de médecin en chef-directeur, de géologue en chef-directeur, d'inspecteur médecin principal, d'inspecteur médecin, d'adjoint technique de 1ère classe, de photographe, de graphiste, de premier commis-chef, de chef-opérateur et de directeur général (16/S) au sein du Ministère de la Région wallonne;

10° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1990 fixant les échelles de traitements afférentes aux grades particuliers de géomètre des mines de 1ère classe et de géomètre des mines au sein du Ministère de la Région wallonne, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 19 novembre 1992 et du 4 novembre 1993;

11° l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat;

12° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 fixant les échelles de traitements des grades particuliers du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;

13° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région.

##### Section II. — Dispositions transitoires

**Art. 32.** Les fonctionnaires nommés par conversion de grade conservent au moins la rétribution qu'ils avaient ou auraient obtenue dans l'échelle de traitements attachée à leur ancien grade.

Les fonctionnaires titulaires d'un ancien grade composant une carrière plane conservent au moins la rétribution qu'ils avaient ou auraient obtenue dans chacun des grades composant cette carrière.

**Art. 33.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1994.

**Art. 34.** Le Ministre ayant l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

## Annexe I - Echelles de traitements

NIVEAU 4 -			
RANGS	E3	E2	E1
Augmentations intercalaires	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988
Augmentations spéciales	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	493.628	529.506	601.262
1	498.140	534.018	605.774
2	502.652	538.530	610.286
3	507.164	543.042	614.798
4	507.164	543.042	614.798
5	509.487	545.365	617.121
6	519.487	555.365	627.121
7	521.810	557.688	629.444
8	521.810	557.688	629.444
9	524.133	560.011	631.767
10	524.133	560.011	631.767
11	526.456	562.334	634.090
12	536.456	572.334	644.090
13	538.779	574.657	646.413
14	538.779	574.657	646.413
15	541.102	576.980	648.736
16	541.102	576.980	648.736
17	543.425	579.303	651.059
18	553.425	589.303	661.059
19	555.748	591.626	663.382
20	555.748	591.626	663.382
21	558.071	593.949	665.705
22	558.071	593.949	665.705
23	560.394	596.272	668.028
24	570.394	606.272	678.028
25	575.382	611.260	683.016
26	575.382	611.260	683.016
27	580.370	616.248	688.004
28	580.370	616.248	688.004
29	580.370	616.248	688.004
30	590.370	626.248	698.004

NIVEAU 3			
RANGS	D3	D2	D1
Augmentations intercalaires	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749
Augmentations spéciales	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	509.990	616.879	748.869
1	515.585	622.474	754.464
2	521.180	628.069	760.059
3	526.775	633.664	765.654
4	526.775	633.664	765.654
5	534.550	641.439	773.429
6	544.550	651.439	783.429
7	552.325	659.214	791.204
8	552.325	659.214	791.204
9	560.100	666.989	798.979
10	560.100	666.989	798.979
11	567.875	674.764	806.754
12	577.875	684.764	816.754
13	585.650	692.539	824.529
14	585.650	692.539	824.529
15	596.305	703.194	835.184
16	596.305	703.194	835.184
17	606.960	713.849	845.839
18	616.960	723.849	855.839
19	627.615	734.504	866.494
20	627.615	734.504	866.494
21	638.270	745.159	877.149
22	638.270	745.159	877.149
23	648.925	755.814	887.804
24	658.925	765.814	897.804
25	669.580	776.469	908.459
26	669.580	776.469	908.459
27	686.329	793.218	925.208
28	686.329	793.218	925.208
29	703.078	809.967	941.957
30	713.078	819.967	951.957

NIVEAU 2			
RANGS	C3	C2	C1
Augmentations intercalaires	3/1 x 10.676 1/2 x 10.676 1/2 x 14.232 2/2 x 28.463 9/2 x 24.907	3/1 x 10.676 1/2 x 10.676 1/2 x 14.232 2/2 x 28.463 9/2 x 24.907	3/1 x 10.676 1/2 x 10.676 1/2 x 14.232 2/2 x 28.463 9/2 x 24.907
Augmentations spéciales	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	545.922	674.201	870.760
1	556.598	684.877	881.436
2	567.274	695.553	892.112
3	577.950	706.229	902.788
4	577.950	706.229	902.788
5	588.626	716.905	913.464
6	598.626	726.905	923.464
7	612.858	741.137	937.696
8	612.858	741.137	937.696
9	641.321	769.600	966.159
10	641.321	769.600	966.159
11	669.784	798.063	994.622
12	679.784	808.063	1.004.622
13	704.691	832.970	1.029.529
14	704.691	832.970	1.029.529
15	729.598	857.877	1.054.436
16	729.598	857.877	1.054.436
17	754.505	882.784	1.079.343
18	764.505	892.784	1.089.343
19	789.412	917.691	1.114.250
20	789.412	917.691	1.114.250
21	814.319	942.598	1.139.157
22	814.319	942.598	1.139.157
23	839.226	967.505	1.164.064
24	849.226	977.505	1.174.064
25	874.133	1.002.412	1.198.971
26	874.133	1.002.412	1.198.971
27	899.040	1.027.319	1.223.878
28	899.040	1.027.319	1.223.878
29	923.947	1.052.226	1.248.785
30	933.947	1.062.226	1.258.785

NIVEAU 2 +			
RANGS	B3	B2	B1
Augmentations intercalaires	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497
Augmentations spéciales	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	579.081	718.714	997.980
1	589.153	728.786	1.008.052
2	599.225	738.858	1.018.124
3	609.297	748.930	1.028.196
4	609.297	748.930	1.028.196
5	620.983	760.616	1.039.882
6	630.983	770.616	1.049.882
7	646.561	786.194	1.065.460
8	646.561	786.194	1.065.460
9	673.413	813.046	1.092.312
10	673.413	813.046	1.092.312
11	700.265	839.898	1.119.164
12	710.265	849.898	1.129.164
13	733.762	873.395	1.152.661
14	733.762	873.395	1.152.661
15	757.259	896.892	1.176.158
16	757.259	896.892	1.176.158
17	780.756	920.389	1.199.655
18	790.756	930.389	1.209.655
19	814.253	953.886	1.233.152
20	814.253	953.886	1.233.152
21	837.750	977.383	1.256.649
22	837.750	977.383	1.256.649
23	861.247	1.000.880	1.280.146
24	871.247	1.010.880	1.290.146
25	894.744	1.034.377	1.313.643
26	894.744	1.034.377	1.313.643
27	918.241	1.057.874	1.337.140
28	918.241	1.057.874	1.337.140
29	941.738	1.081.371	1.360.637
30	951.738	1.091.371	1.370.637



NIVEAU 1				
RANGS	A6	A6 - ECH. SPEC.	A5	A5 - ECH. SPEC.
Augmentations intercalaires	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250	3/1 x 24.907 10/2 x 45.339	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250
Augmentations spéciales	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	843.239	1.063.181	1.018.767	1.259.537
1	868.146	1.088.088	1.043.674	1.284.444
2	893.053	1.112.995	1.068.581	1.309.351
3	917.960	1.137.902	1.093.488	1.334.258
4	917.960	1.137.902	1.093.488	1.334.258
5	956.210	1.176.152	1.138.827	1.372.508
6	966.210	1.186.152	1.148.827	1.382.508
7	1.004.460	1.224.402	1.194.166	1.420.758
8	1.004.460	1.224.402	1.194.166	1.420.758
9	1.042.710	1.262.652	1.239.505	1.459.008
10	1.042.710	1.262.652	1.239.505	1.459.008
11	1.080.960	1.300.902	1.284.844	1.497.258
12	1.090.960	1.310.902	1.294.844	1.507.258
13	1.129.210	1.349.152	1.340.183	1.545.508
14	1.129.210	1.349.152	1.340.183	1.545.508
15	1.167.460	1.387.402	1.385.522	1.583.758
16	1.167.460	1.387.402	1.385.522	1.583.758
17	1.205.710	1.425.652	1.430.861	1.622.008
18	1.215.710	1.435.652	1.440.861	1.632.008
19	1.253.960	1.473.902	1.486.200	1.670.258
20	1.253.960	1.473.902	1.486.200	1.670.258
21	1.292.210	1.512.152	1.531.539	1.708.508
22	1.292.210	1.512.152	1.531.539	1.708.508
23	1.330.460	1.550.402	1.576.878	1.746.758
24	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
25	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
26	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
27	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
28	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
29	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
30	1.350.460	1.570.402	1.596.878	1.766.758

NIVEAU 1					
RANGS	A4	A4 - ECH. SPEC	A3	A2	A1
Augmentations intercalaires	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235
Augmentations spéciales	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	1.337.137	1.428.373	1.629.207	1.873.632	2.096.321
1	1.362.044	1.453.280	1.654.114	1.898.539	2.121.228
2	1.386.951	1.478.187	1.679.021	1.923.446	2.146.135
3	1.411.858	1.503.094	1.703.928	1.948.353	2.171.042
4	1.411.858	1.503.094	1.703.928	1.948.353	2.171.042
5	1.462.197	1.553.433	1.754.267	2.012.588	2.235.277
6	1.472.197	1.563.433	1.764.267	2.022.588	2.245.277
7	1.522.536	1.613.772	1.814.606	2.086.823	2.309.512
8	1.522.536	1.613.772	1.814.606	2.086.823	2.309.512
9	1.572.875	1.664.111	1.864.945	2.151.058	2.373.747
10	1.572.875	1.664.111	1.864.945	2.151.058	2.373.747
11	1.623.214	1.714.450	1.915.284	2.215.293	2.437.982
12	1.633.214	1.724.450	1.925.284	2.225.293	2.447.982
13	1.683.553	1.774.789	1.975.623	2.289.528	2.512.217
14	1.683.553	1.774.789	1.975.623	2.289.528	2.512.217
15	1.733.892	1.825.128	2.025.962	2.353.763	2.576.452
16	1.733.892	1.825.128	2.025.962	2.353.763	2.576.452
17	1.784.231	1.875.467	2.076.301	2.417.998	2.640.687
18	1.794.231	1.885.467	2.086.301	2.427.998	2.650.687
19	1.844.570	1.935.806	2.136.640	2.492.233	2.714.922
20	1.844.570	1.935.806	2.136.640	2.492.233	2.714.922
21	1.894.909	1.986.145	2.186.979	2.556.468	2.779.157
22	1.894.909	1.986.145	2.186.979	2.556.468	2.779.157
23	1.945.248	2.036.484	2.237.318	2.620.703	2.843.392
24	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
25	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
26	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
27	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
28	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
29	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
30	1.965.248	2.056.484	2.257.318	2.640.703	2.863.392

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région.

Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,  
B. ANSELME

**Annexe II. — Modèle de l'attestation pour les services prestés dans l'enseignement de l'Etat,  
subventionné, provincial ou communal**

Personnel directeur et enseignant de :  
l'Enseignement de l'Etat, subventionné, provincial ou communal (\*)

**ATTESTATION**

portant sur :

- les services prestés dans l'Enseignement de l'Etat;
- les subventions-traitements accordées pour des prestations dans l'enseignement subventionné (\*)

Le soussigné (nom et grade) :

— auprès du Ministère de l'Education nationale — Direction du personnel de l'enseignement de l'Etat/subventionné (\*)

— auprès du Gouvernement provincial de la province ...

— auprès de l'Administration communale de ...

déclare que Mme, Mlle, Mr. (\*) :

né(e) le ..... a été titulaire d'une fonction :

— à l'enseignement de l'Etat;

— à l'enseignement subventionné pour laquelle les subventions-traitements ont été accordées (\*) aux établissements cités ci-après.:

(Nom, adresse, section)	Période (du/au)	Echelle de traitements	Prestations complètes/incomplètes	Paiement en 10es/en 12es

L'intéressé(e) détient les diplômes et attestations de capacité suivants :

Remarques :

Donné à .....  
(Nom, grade du niveau 1, ...)

(\*) biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région.

Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
**R. COLLIGNON**

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,  
**B. ANSELME**

**Annexe III. — Modèle de l'attestation pour les services prestés  
dans l'enseignement organisé ou subventionné par les Communautés**

**Personnel directeur et enseignant de l'Enseignement organisé ou subventionné par les Communautés (\*)**

**ATTESTATION**

portant sur :

- les services prestés dans l'Enseignement organisé par les Communautés (\*);
- les subventions-traitements accordés pour des prestations dans l'enseignement subventionné par les Communautés (\*).

Le soussigné (nom et grade et administration) :

déclare que Mme, Mlle, Mr. (\*) :

né(e) le ..... a été titulaire d'une fonction :

- à l'enseignement organisé par la Communauté française;
  - à l'enseignement subventionné pour laquelle les subventions-traitements ont été accordées (\*)
- aux établissements cités ci-après :

(Nom, adresse, section)	Période (du/au)	Echelle de traitements	Prestations complètes/ incomplètes	Paiement en 10es/en 12es

L'intéressé(e) détient les diplômes et attestations de capacité suivants :

Remarques :

Donné à .....

(Nom, grade du niveau 1, ...)

(\*) biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région.

Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
**R. COLLIGNON**

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,  
**B. ANSELME**

## ÜBERSETZUNG

D. 94 — 3081

[C — 27632]

**17. NOVEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 87 § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

Aufgrund des Protokolls Nr. 59/1 des gemeinsamen Ausschusses für alle öffentlichen Dienste vom 13. Juni 1991;

Aufgrund des Protokolls Nr. 140 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 10. November 1994;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Staatsrat durch seinen Entscheid vom 8. Juli 1994 den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 1993 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region für nichtig erklärt hat, und zwar allein auf der Grundlage der Nichtzuständigkeit seines Verfassers, infolge der Nichtigkeitsklärung des Königlichen Erlasses vom 22. November 1991 zur Festlegung der auf das Personal der Exekutiven und der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

In der Erwägung, daß das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung seitdem einem hybriden Statut untersteht, das aus auf die Staatsbediensteten anwendbaren Normen und aus von der Wallonischen Regierung beschlossenen und nicht vom Staatsrat für nichtig erklärten Normen, nämlich dem Besoldungsstatut der Wallonischen Beamten, zugleich besteht;

In der Erwägung, daß diese Situation eine für die gute Arbeitsweise der Verwaltung schädliche juristische Unstabilität verursacht hat;

In der Erwägung, daß infolge des Inkrafttretens des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Statuts sich eine Einstimmigkeit zwecks der sofortigen Umarbeitung des vom Staatsrat durch seinen Entscheid vom 8. Juli 1994 abgelehnten Erlasses sowie zwecks der Verabschiedung eines neuen Besoldungsstatuts für die Beamten der Region abgezeichnet hat;

In der Erwägung außerdem, daß der Königliche Erlaß vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zum Schutz der Landeskonzurrenzzfähigkeit in seinem Artikel 5, § 1, Absatz 1 klarstellt, daß kein Abkommen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer zur Festlegung einer Lohnerhöhung zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 getroffen werden darf;

In der Erwägung, daß die Periode, im Laufe deren dem Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung Lohnerhöhungen gewährt werden können, so sehr kurz ist;

In der Erwägung, daß die Protokolle Nr. 110 und 124 des Sektorenausschusses XVI vom 9. Dezember 1993 und vom 31. März 1994 eine allgemeine Revision der Gehaltsstufen vorsehen;

In der Erwägung, daß es unbedingt notwendig ist, die Maßnahmen zum Beheben der vorerwähnten juristischen Unstabilität einerseits und zur effektiven Anwendung vor dem 1. Januar 1995 der oben erwähnten Protokolle auf die gesamten wallonischen Beamten andererseits unverzüglich zu verabschieden;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß den vorerwähnten Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. April 1994 über das Besoldungsstatut der Beamten der Region, der zum Gutachten des Staatsrates vorgelegt worden war, übernimmt;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**KAPITEL I. — Anwendungsbereich und Definitionen**

**Artikel 1.** Vorliegender Erlaß findet Anwendung auf die Beamten der Region und auf die Beamten auf Probe.

**Art. 2.** Die Besoldung der Beamten der Region umfaßt:

1° das Gehalt,

2° die Haushalts- oder die Ortszulage.

**Art. 3.** Die Gehälter der Beamten der Region sind in Tabellen festgelegt.

Die Gehaltstabellen umfassen:

1° ein Mindestgehalt,

2° Zwischengehälter, die Besoldungsdienstaltersstufen entsprechen und sich ergeben aus:

a) zeitlich gestuften Erhöhungen,

b) besonderen Erhöhungen, die mit der Bewertung verbunden sind,

3° ein Höchstgehalt.

Jede Gehaltstabelle besteht aus einer Anzahl Gehälter, bei denen der jeweilige nicht indexierte Jahresbetrag zu 100 % in Geldeinheiten ausgedrückt wird.

**Art. 4.** Die Haushaltszulage und die Ortszulage sind die Zulagen im Sinne von Artikel 57 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten.

**Art. 5.** Das Besoldungsdienstalter besteht aus der Summe der für die Festlegung des Gehalts zulässigen Dienste.

**Art. 6.** Für die Berechnung des Besoldungsdienstalters gelten als zulässige Dienste die Dienste, die in den folgenden Einrichtungen geleistet worden sind:

1° jeder völkerrechtlichen Einrichtung, der der Föderalstaat, die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft oder die Wallonische Region angehört,

2° jeder Einrichtung, die der Regierung des Belgischen Kongos oder der Regierung von Ruanda-Burundi unterlag, ungeachtet der Tatsache, ob sie als getrennte juristische Person errichtet worden ist oder nicht,

3° jeder der gesetzgebenden, der ausführenden oder der richterlichen Gewalt unterliegenden Einrichtung des Föderalstaates, ungeachtet der Tatsache, ob sie als getrennte juristische Person errichtet worden ist oder nicht,

4° jeder der dekretgebenden oder der ausführenden Gewalt unterliegenden Einrichtung einer Gemeinschaft oder einer Region, ungeachtet der Tatsache, ob sie als getrennte juristische Person errichtet worden ist oder nicht,

5° jeder Einrichtung, die einer Provinz, einer Gemeinde, einer Gemeindevereinigung, -agglomeration oder -föderation unterliegt, und auch jeder Einrichtung, die einer provinziellen oder kommunalen Anstalt unterliegt,

6° jeder anderen Einrichtung belgischen Rechts allgemeinen oder lokalen Interesses, die einem kollektiven Bedarf entspricht und bei deren Errichtung oder besonderer Führung die beherrschende Position der öffentlichen Behörde festgestellt wird, und auch jeder Einrichtung, die es im Belgischen Kongo oder in Ruanda-Burundi gegeben hat und die den gleichen Bedingungen entsprechen sollte.

## KAPITEL II. — Gehälter

### Abschnitt I. — Festlegung der Gehaltstabellen

Art. 7. Die Gehaltstabelle für jeden der Dienstgrade, die die Beamten der Region innehaben können, entspricht dem Rang dieses Dienstgrades und der Bedeutung der damit verbundenen Funktion.

Art. 8. Jeder Rang ist mit der Gehaltstabelle versehen, die in den Tabellen von Anlage I aufgeführt ist.

Die Gehaltstabelle wird durch den Buchstaben und die Ziffer bezeichnet, die in den Tabellen von Anlage I über ihr stehen.

### Abschnitt II. — Festlegung des Gehalts

#### Unterabschnitt I. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 9. Das Gehalt jedes Beamten ist in der seinem Rang entsprechenden Gehaltstabelle festgelegt.

Art. 10. Bei jeder Änderung des Besoldungsstatuts für einen Dienstgrad wird das mit diesem Dienstgrad einhergehende Gehalt erneut festgelegt, als ob es das neue Besoldungsstatut immer gegeben hätte.

Wenn das im selben Dienstgrad auf diese Weise festgelegte neue Gehalt unter demjenigen liegt, das der Beamte zum Zeitpunkt des Inkrafttretens einer neuen Besoldungslaufbahn bezieht, wird der Anspruch auf die frühere Besoldungslaufbahn beibehalten, bis in der neuen Besoldungslaufbahn ein zumindest gleiches Gehalt bezogen wird.

Art. 11. Der Beamte erhält in der Gehaltstabelle für einen Dienstgrad, in den er befördert worden ist, nie ein Gehalt, das unter demjenigen liegt, das er in seinem vorigen Dienstgrad erhielt bzw. erhalten hätte.

Art. 12. Jeder Beamte der Region hat Anspruch auf die besonderen Erhöhungen.

Der Anspruch auf kommende besondere Erhöhungen wird für Beamte, die eine negative Bewertung erhalten haben, zeitweilig für die Dauer, für die ihnen diese Bewertung erteilt wird, aufgehoben.

#### Unterabschnitt 2. — Zulässige Dienste

Art. 13. § 1. Für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen und der besonderen Erhöhungen gelten als zulässige Dienste die effektiven Dienste, die der Beamte vorher geleistet hat:

1° in den in Artikel 6 erwähnten Einrichtungen, sei es als ziviler oder kirchlicher Inhaber einer besoldeten Funktion, bei der volle Leistungen erbracht worden sind, oder als Berufssoldat,

2° in Lehranstalten der Gemeinschaften, als ziviler oder kirchlicher Inhaber einer besoldeten Funktion, bei der volle Leistungen erbracht worden sind,

3° in subventionierten freien Lehranstalten, als ziviler oder kirchlicher Inhaber einer durch einen Gehaltszuschuß besoldeten Funktion, bei der volle Leistungen erbracht worden sind,

4° in Schüler- und Berufsberatungsdiensten und in subventionierten freien psycho-medizinisch-sozialen Zentren, als ziviler oder kirchlicher Inhaber einer durch einen Gehaltszuschuß besoldeten Funktion, bei der volle Leistungen erbracht worden sind.

In Abweichung von Absatz eins sind für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen und der besonderen Erhöhungen die in Absatz eins erwähnten Dienste, die als beschäftigter Arbeitsloser in einer Funktion geleistet wurden, bei der volle Leistungen erbracht worden sind, zulässig, und zwar bis zu höchstens sechs Jahren.

§ 2. Für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen und der besonderen Erhöhungen werden die effektiven Dienste, die der Beamte vorher in einer in § 1 erwähnten besoldeten Funktion, bei der jedoch keine vollen Leistungen erbracht worden sind, geleistet hat, ebenfalls berücksichtigt bis in Höhe der Dauer, die diese Dienste zum Zeitpunkt ihrer Leistung im Verhältnis zu einer vollzeitigen Arbeit darstellen.

Art. 14. Für die Anwendung von Artikel 13:

1° geht man davon aus, daß der Beamte effektive Dienste leistet, solange er sich in einem administrativen Stand befindet, durch den er aufgrund seiner statutarischen Lage sein Dienstgehalt erhält oder notfalls seine Ansprüche auf Aufsteigen im Gehalt beibehält,

2° sind volle Leistungen Leistungen, deren Stundenplan eine normale Berufstätigkeit ganz in Anspruch nimmt,

3° gelten als Berufssoldaten:

a) Berufsoffiziere, Zusatzoffiziere und Hilfsoffiziere,

b) Reserveoffiziere, die freiwillige Leistungen, mit Ausnahme der Trainingsleistungen, erbringen,

c) Berufsunteroffiziere, Unteroffiziere auf Zeit und Zusatzunteroffiziere,

d) Militärpersonen unter dem Rang eines Offiziers, die aufgrund einer Verpflichtung bzw. einer Neuverpflichtung dienen,

e) aktive Militärggeistliche sowie aktive nichtkonfessionelle Berater und Reserve-Militärggeistliche sowie nichtkonfessionelle Reserve-Berater, die in Friedenszeiten in ihrer Stelle belassen werden, um den zeitweiligen Kader des Dienstes der Militärggeistlichen bzw. des Dienstes der nichtkonfessionellen Berater zu bilden.

Art. 15. § 1. Zulässige Dienste, die volle Monate decken, werden direkt im Besoldungsdienstalter mitgerechnet.

§ 2. Zulässige Dienste, die Bruchteile von Monaten decken, werden am Ende des Jahres addiert. Die addierten Bruchteile von Monaten, die Zeiträume von dreißig Tagen erreichen, werden bis in Höhe eines Monats e Zeitraum von dreißig Tagen für das Besoldungsdienstalter mitgerechnet.

Die in Absatz eins erwähnten zulässigen Dienste gelten erst ab dem 1. Januar des darauffolgenden Jahres für das Besoldungsdienstalter. Diese Dienste gelten jedoch ab dem Tag der Einstellung als Beamter bzw. als Beamter auf Probe oder ab dem ersten Tag des Monats nach der Einstellung in dieser Eigenschaft, wenn der Tag der Einstellung nicht mit dem Monatsersten zusammenfällt.

Bruchteile von Monaten, die am Ende des Jahres nicht einen Zeitraum von dreißig Tagen erreichen, werden auf das darauffolgende Jahr übertragen, wobei am Ende dieses Rechnungsjahres die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Bestimmungen erneut zur Anwendung kommen.

**Art. 16. § 1.** In Abweichung von Artikel 15 wird die Dauer der zulässigen Dienste, die der Beamte als Ersatzkraft oder zeitweilig im Unterrichtswesen geleistet hat, aufgrund der von den zuständigen Behörden ausgestellt und nach den Mustern von Anlage II und Anlage III erstellten Bescheinigung bestimmt.

Die auf dieser Bescheinigung angegebenen vollen Leistungen, die in Zehnteln ausgezahlt werden und pro Schuljahr kein volles Jahr effektiver Dienste darstellen, werden Tag für Tag verbucht. Die Gesamtanzahl Tage auf diese Weise geleisteter Dienste, bei denen volle Leistungen erbracht worden sind, werden mit 1,2 multipliziert. Das Ergebnis dieser arithmetischen Operation wird anschließend durch 30 geteilt. Das erhaltene Ergebnis gibt die zu berücksichtigende Anzahl Monate an; der Rest wird auf die in Artikel 15 § 2 vorgesehene Weise berücksichtigt.

Die auf dieser Bescheinigung angegebenen vollen Leistungen, die nachweisen, daß der Beamte während eines vollen Schuljahres beschäftigt worden ist, gelten für insgesamt dreihundert Tage und stellen ein Jahr zulässiger Dienste dar.

§ 2. Artikel 13 § 2 findet mit den notwendigen Anpassungen Anwendung auf die zulässigen Dienste, die der Beamte als Ersatzkraft oder zeitweilig im Unterrichtswesen geleistet hat.

**Art. 17.** Die Dauer der für die Berechnung des Besoldungsdienstalters zulässigen Dienste darf nie über die tatsächliche Dauer der Zeiträume hinausgehen, über die sich die effektiven Dienste erstrecken.

**Art. 18.** Für jeden Zeitraum, in dem der Beamte seine Ansprüche auf Aufsteigen im Gehalt in einem Dienstgrad beibehalten oder verloren hat, werden die Dienste, die er in einer anderen Eigenschaft geleistet haben sollte, nicht berücksichtigt für die Festlegung seines Gehalts in diesem Dienstgrad und in jedem späteren Dienstgrad, der wegen der statutarischen Aufeinanderfolge der verschiedenen Eigenschaften des Beamten damit verbunden ist.

### Unterabschnitt 3. — Berechnung und Zahlung des Gehalts

**Art. 19. § 1.** Das Monatsgehalt entspricht 1/12tel des Gehalts.

Wenn der Beamte stirbt oder in den Ruhestand versetzt wird, wird das Gehalt des laufenden Monats nicht zurückgefordert.

§ 2. Das Stundengehalt entspricht 1/1 978tel des Gehalts.

**Art. 20. § 1.** Das Monatsgehalt, das nicht in vollem Umfang geschuldet wird, wird in Dreißigstel geteilt.

Wenn die tatsächliche Anzahl Tage, die zu bezahlen sind, fünfzehn entspricht oder darunter liegt, entspricht die Anzahl geschuldeter Dreißigstel der tatsächlichen Anzahl Tage, die zu bezahlen sind.

Wenn die tatsächliche Anzahl Tage, die zu bezahlen sind, über fünfzehn liegt, entspricht die Anzahl geschuldeter Dreißigstel der Differenz zwischen dreißig und der tatsächlichen Anzahl Tage, die nicht zu bezahlen sind.

§ 2. Wenn der Monat zwei Zeiträume umfaßt, die wegen der Höhe des Gehalts bzw. dessen Verbuchungsstelle unterschieden werden:

1° wird die Anzahl für den ersten Zeitraum geschuldeter Dreißigstel gemäß § 1 bestimmt,

2° wird die Gesamtanzahl für den Monat geschuldeter Dreißigstel gemäß § 1 bestimmt; diese Gesamtanzahl ist immer gleich dreißig, wenn der Monat in vollem Umfang zu zahlen ist,

3° entspricht die Anzahl für den zweiten Zeitraum geschuldeter Dreißigstel der Differenz zwischen der Gesamtanzahl für den Monat geschuldeter Dreißigstel und der Anzahl für den ersten Zeitraum geschuldeter Dreißigstel.

**Art. 21. § 1.** Das Monatsgehalt ist an die Schwankungen des Verbraucherpreisindexes gebunden gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches vorgeschriebenen Regeln.

Das Gehalt ist an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

§ 2. Das Stundengehalt erfährt die gleiche Indexierung wie das Gehalt des Monats, auf den es sich bezieht.

### Abschnitt 3. — Gehalt bei einem Urlaub wegen reduzierter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen und bei Abwesenheiten aus persönlichen Gründen

**Art. 22.** Wenn der Beamte Anspruch auf die Regelung des Urlaubs wegen reduzierter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen erhoben hat oder wenn er aus persönlichen Gründen reduzierte Leistungen erbringt, richtet sich die Berechnung der garantierten Besoldung nach den effektiven Diensten.

**Art. 23.** In Abweichung von Artikel 15 § 2 wird der Zeitraum, in dem der Beamte aus persönlichen Gründen reduzierte Leistungen erbringt, in vollem Umfang im Besoldungsdienstalter berücksichtigt.

**Art. 24.** In bezug auf die reduzierten Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen und in Abweichung von Artikel 20 wird das geschuldete Gehalt ermittelt durch die Multiplikation des Monatsgehalts mit dem Bruchteil, der der Proportion dieser Leistungen entspricht.

**Art. 25.** In bezug auf die reduzierten Leistungen aus persönlichen Gründen und in Abweichung von Artikel 20 wird das geschuldete Gehalt ermittelt durch die Multiplikation des Monatsgehalts mit dem Bruchteil, der der Proportion dieser Leistungen entspricht.

### KAPITEL III. — Sonderbestimmungen für Beamte der Region, die Dienstgrade innehaben, die gewissen Qualifikationen entsprechen

**Art. 26.** Vorliegendes Kapitel findet Anwendung auf Beamte der Region und auf angehende Beamte der Region während ihrer Probezeit, bei deren Anwerbung das Diplom eines Zivilingenieurs, eines Agraringenieurs, eines Chemieingenieurs für industrielle Landwirtschaft, eines Ingenieurs-Geologen, eines Lizentiats der Informatik, eines Lizentiats der Pharmazie, eines Doktors der Wissenschaften, eines Doktors der Chemie, eines Doktors der Veterinärmedizin oder eines Doktors der Medizin, Chirurgie und Geburtshilfe verlangt worden ist.

**Art. 27.** Beamte, die durch Umwandlung des Dienstgrades in den Dienstgrad eines Attachés ernannt werden, sowie Beamte auf Probe, die für den Dienstgrad eines Attachés angeworben werden, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad von Rang A6.

**Art. 28.** Beamte, die durch Umwandlung des Dienstgrades in den Dienstgrad eines ersten Attachés ernannt werden, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad von Rang A5.

Beamte, die den Dienstgrad eines Attachés innehaben, der einer in Artikel 26 erwähnten Qualifikation entspricht, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad von Rang A5, sobald sie mittels Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad eines ersten Attachés befördert werden.

**Art. 29.** Beamte, die durch Umwandlung des Dienstgrades in den Dienstgrad eines Direktors ernannt werden, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad von Rang A4.

Beamte, die den Dienstgrad eines ersten Attachés innehaben, der einer in Artikel 26 erwähnten Qualifikation entspricht, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad von Rang A4, sobald sie mittels Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad eines Direktors befördert werden.

#### KAPITEL IV. — *Schlußbestimmungen*

##### *Abschnitt 1. — Allgemeine und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 30.** Die Wallonische Regierung befindet über die Fälle, in denen eine Besonderheit vorkommt, die eine im Sinne des vorliegenden Erlasses gemäßigte Anwendung der darin vorgeschriebenen Regeln rechtfertigen kann.

**Art. 31.** Für die Dienste, auf die der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region zur Anwendung kommt, werden folgende Erlasse aufgehoben:

1° der Königliche Erlaß vom 3. Dezember 1969 über das Verwaltungs- und das Besoldungsstatut des Datenverarbeitungs-personals der EDV-Zentren der Staatsverwaltungen; abgeändert durch den ministeriellen Erlaß vom 11. Dezember 1970 und durch die Königlichen Erlasse vom 20. Juni 1973, 10. Juni 1975, 14. Januar 1977 und 12. April 1978,

2° der Königliche Erlaß vom 29. Juni 1973 zur Festlegung des Besoldungsstatuts des Personals der Ministerien, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 4. Januar 1974, 2. Juni 1975, 5. Dezember 1978, 27. Juli 1981, 30. März 1983, 4. November 1987, 3. Dezember 1987, 16. August 1988, 27. Juli 1989, 13. Dezember 1989, 21. März 1990, 7. August 1991, 6. November 1991, 18. November 1991 und durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. November 1992, 23. Dezember 1992, 17. Juni 1993 und 4. November 1993,

3° der Königliche Erlaß vom 29. Juni 1973 zur Festlegung der Gehaltsstufen der gemeinsamen Grade mehrerer Ministerien, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 12. November 1973, 4. Januar 1974, 12. Mai 1975, 17. Januar 1978, 5. Dezember 1978, 16. November 1979, 12. Februar 1980, 4. Juni 1982, 16. August 1988, 13. Dezember 1989, 21. März 1990, 7. August 1991, 6. November 1991, 12. November 1991 und durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. November 1992, 23. Dezember 1992, 17. Juni 1993 und 4. November 1993,

4° der Königliche Erlaß vom 11. Februar 1977 zur Festlegung der besonderen Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen zugunsten gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 5. Dezember 1978, 27. Juli 1981, 10. September 1981, 4. November 1987, 16. August 1988, 13. Dezember 1989, 21. März 1990, 7. August 1991, 6. November 1991 und durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. November 1992, 23. Dezember 1992, 17. Juni 1993 und 4. November 1993,

5° der Königliche Erlaß vom 11. Februar 1977 über die Erteilung der Gehaltstabelle für Auswahlämter an Bedienstete gewisser Ministerien,

6° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Mai 1985 zur Festlegung der Besoldungstabellen der Sondergrade des Ministeriums der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 4. November 1993,

7° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Oktober 1986 zur Festlegung des Gehalts für den Sondergrad eines technischen Chefbediensteten der Wasser- und Forstverwaltung (Rang 33),

8° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Dezember 1989 zur Festlegung der Gehaltstabellen für die Dienstgrade eines Chemiker-Anlagenleiters, eines Laborleiters, eines Chemiker-Laborleiters und einer technischen Chefhilfskraft,

9° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Dezember 1990 zur Festlegung der Gehaltsstufen betreffend die Grade von Chefarzt-Direktor, Chefgeologe-Direktor, Inspektor-Hauptarzt, Inspektor-Arzt, technischem Beigeordnetem 1. Klasse, Photographen, Graphiker, erstem Chefkommis, Chefoperator und Generaldirektor (16/S) innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region,

10° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Dezember 1990 zur Festlegung der Gehaltsstufen betreffend die Sonderdienstgrade eines Bergbauvermessungstechnikers 1. Klasse und eines Bergbauvermessungstechnikers innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. November 1992 und 4. November 1993,

11° der Königliche Erlaß vom 12. November 1991 über das Verwaltungs- und das Besoldungsstatut des EDV-Personals der Staatsverwaltungen,

12° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 zur Festlegung der Gehaltstabellen für Sonderdienstgrade des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen;

13° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. April 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region.

##### *Abschnitt 2. — Übergangsbestimmungen*

**Art. 32.** Beamte, die durch Umwandlung des Dienstgrades ernannt werden, behalten mindestens die Besoldung, die sie in der Gehaltstabelle für ihren früheren Dienstgrad bezogen bzw. bezogen hätten.

Beamte, die einen früheren zu einer ebenen Laufbahn gehörenden Dienstgrad innehaben, behalten mindestens die Besoldung, die sie in jedem der zu dieser Laufbahn gehörenden Dienstgrade bezogen bzw. bezogen hätten.

**Art. 33.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Dezember 1994 in Kraft.

**Art. 34.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts

B. ANSELME



## Anlage I - Gehaltstabellen

STUFE 4			
RÄNGE	E3	E2	E1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988
Besondere Erhöhungen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	493.628	529.506	601.262
1	498.140	534.018	605.774
2	502.652	538.530	610.286
3	507.164	543.042	614.798
4	507.164	543.042	614.798
5	509.487	545.365	617.121
6	519.487	555.365	627.121
7	521.810	557.688	629.444
8	521.810	557.688	629.444
9	524.133	560.011	631.767
10	524.133	560.011	631.767
11	526.456	562.334	634.090
12	536.456	572.334	644.090
13	538.779	574.657	646.413
14	538.779	574.657	646.413
15	541.102	576.980	648.736
16	541.102	576.980	648.736
17	543.425	579.303	651.059
18	553.425	589.303	661.059
19	555.748	591.626	663.382
20	555.748	591.626	663.382
21	558.071	593.949	665.705
22	558.071	593.949	665.705
23	560.394	596.272	668.028
24	570.394	606.272	678.028
25	575.382	611.260	683.016
26	575.382	611.260	683.016
27	580.370	616.248	688.004
28	580.370	616.248	688.004
29	580.370	616.248	688.004
30	590.370	626.248	698.004

STUFE 3			
RÄNGE	D3	D2	D1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749
Besondere Erhöhungen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	509.990	616.879	748.869
1	515.585	622.474	754.464
2	521.180	628.069	760.059
3	526.775	633.664	765.654
4	526.775	633.664	765.654
5	534.550	641.439	773.429
6	544.550	651.439	783.429
7	552.325	659.214	791.204
8	552.325	659.214	791.204
9	560.100	666.989	798.979
10	560.100	666.989	798.979
11	567.875	674.764	806.754
12	577.875	684.764	816.754
13	585.650	692.539	824.529
14	585.650	692.539	824.529
15	596.305	703.194	835.184
16	596.305	703.194	835.184
17	606.960	713.849	845.839
18	616.960	723.849	855.839
19	627.615	734.504	866.494
20	627.615	734.504	866.494
21	638.270	745.159	877.149
22	638.270	745.159	877.149
23	648.925	755.814	887.804
24	658.925	765.814	897.804
25	669.580	776.469	908.459
26	669.580	776.469	908.459
27	686.329	793.218	925.208
28	686.329	793.218	925.208
29	703.078	809.967	941.957
30	713.078	819.967	951.957

STUFE 2			
RÄNGE	C3	C2	C1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 10.676	3/1 x 10.676	3/1 x 10.676
	1/2 x 10.676	1/2 x 10.676	1/2 x 10.676
	1/2 x 14.232	1/2 x 14.232	1/2 x 14.232
	2/2 x 28.463	2/2 x 28.463	2/2 x 28.463
	9/2 x 24.907	9/2 x 24.907	9/2 x 24.907
Besondere Erhöhungen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	545.922	674.201	870.760
1	556.598	684.877	881.436
2	567.274	695.553	892.112
3	577.950	706.229	902.788
4	577.950	706.229	902.788
5	588.626	716.905	913.464
6	598.626	726.905	923.464
7	612.858	741.137	937.696
8	612.858	741.137	937.696
9	641.321	769.600	966.159
10	641.321	769.600	966.159
11	669.784	798.063	994.622
12	679.784	808.063	1.004.622
13	704.691	832.970	1.029.529
14	704.691	832.970	1.029.529
15	729.598	857.877	1.054.436
16	729.598	857.877	1.054.436
17	754.505	882.784	1.079.343
18	764.505	892.784	1.089.343
19	789.412	917.691	1.114.250
20	789.412	917.691	1.114.250
21	814.319	942.598	1.139.157
22	814.319	942.598	1.139.157
23	839.226	967.505	1.164.064
24	849.226	977.505	1.174.064
25	874.133	1.002.412	1.198.971
26	874.133	1.002.412	1.198.971
27	899.040	1.027.319	1.223.878
28	899.040	1.027.319	1.223.878
29	923.947	1.052.226	1.248.785
30	933.947	1.062.226	1.258.785

STUFE 2 +			
RÄNGE	B3	B2	B1
<b>Zeitlich gestufte Erhöhungen</b>	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497
<b>Besondere Erhöhungen</b>	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	579.081	718.714	997.980
1	589.153	728.786	1.008.052
2	599.225	738.858	1.018.124
3	609.297	748.930	1.028.196
4	609.297	748.930	1.028.196
5	620.983	760.616	1.039.882
6	630.983	770.616	1.049.882
7	646.561	786.194	1.065.460
8	646.561	786.194	1.065.460
9	673.413	813.046	1.092.312
10	673.413	813.046	1.092.312
11	700.265	839.898	1.119.164
12	710.265	849.898	1.129.164
13	733.762	873.395	1.152.661
14	733.762	873.395	1.152.661
15	757.259	896.892	1.176.158
16	757.259	896.892	1.176.158
17	780.756	920.389	1.199.655
18	790.756	930.389	1.209.655
19	814.253	953.886	1.233.152
20	814.253	953.886	1.233.152
21	837.750	977.383	1.256.649
22	837.750	977.383	1.256.649
23	861.247	1.000.880	1.280.146
24	871.247	1.010.880	1.290.146
25	894.744	1.034.377	1.313.643
26	894.744	1.034.377	1.313.643
27	918.241	1.057.874	1.337.140
28	918.241	1.057.874	1.337.140
29	941.738	1.081.371	1.360.637
30	951.738	1.091.371	1.370.637

STUFE 1				
RÄNGE	A6	A6 - BES. TAB.	A5	A5 - BAS. TAB.
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250	3/1 x 24.907 10/2 x 45.339	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250
Besondere Erhöhungen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	843.239	1.063.181	1.018.767	1.259.537
1	868.146	1.088.088	1.043.674	1.284.444
2	893.053	1.112.995	1.068.581	1.309.351
3	917.960	1.137.902	1.093.488	1.334.258
4	917.960	1.137.902	1.093.488	1.334.258
5	956.210	1.176.152	1.138.827	1.372.508
6	966.210	1.186.152	1.148.827	1.382.508
7	1.004.460	1.224.402	1.194.166	1.420.758
8	1.004.460	1.224.402	1.194.166	1.420.758
9	1.042.710	1.262.652	1.239.505	1.459.008
10	1.042.710	1.262.652	1.239.505	1.459.008
11	1.080.960	1.300.902	1.284.844	1.497.258
12	1.090.960	1.310.902	1.294.844	1.507.258
13	1.129.210	1.349.152	1.340.183	1.545.508
14	1.129.210	1.349.152	1.340.183	1.545.508
15	1.167.460	1.387.402	1.385.522	1.583.758
16	1.167.460	1.387.402	1.385.522	1.583.758
17	1.205.710	1.425.652	1.430.861	1.622.008
18	1.215.710	1.435.652	1.440.861	1.632.008
19	1.253.960	1.473.902	1.486.200	1.670.258
20	1.253.960	1.473.902	1.486.200	1.670.258
21	1.292.210	1.512.152	1.531.539	1.708.508
22	1.292.210	1.512.152	1.531.539	1.708.508
23	1.330.460	1.550.402	1.576.878	1.746.758
24	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
25	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
26	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
27	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
28	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
29	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
30	1.350.460	1.570.402	1.596.878	1.766.758

STUFE 1					
RÄNGE	A4	A4 - BAS. TAB.	A3	A2	A1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235
Besondere Erhöhungen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	1.337.137	1.428.373	1.629.207	1.873.632	2.096.321
1	1.362.044	1.453.280	1.654.114	1.898.539	2.121.228
2	1.386.951	1.478.187	1.679.021	1.923.446	2.146.135
3	1.411.858	1.503.094	1.703.928	1.948.353	2.171.042
4	1.411.858	1.503.094	1.703.928	1.948.353	2.171.042
5	1.462.197	1.553.433	1.754.267	2.012.588	2.235.277
6	1.472.197	1.563.433	1.764.267	2.022.588	2.245.277
7	1.522.536	1.613.772	1.814.606	2.086.823	2.309.512
8	1.522.536	1.613.772	1.814.606	2.086.823	2.309.512
9	1.572.875	1.664.111	1.864.945	2.151.058	2.373.747
10	1.572.875	1.664.111	1.864.945	2.151.058	2.373.747
11	1.623.214	1.714.450	1.915.284	2.215.293	2.437.982
12	1.633.214	1.724.450	1.925.284	2.225.293	2.447.982
13	1.683.553	1.774.789	1.975.623	2.289.528	2.512.217
14	1.683.553	1.774.789	1.975.623	2.289.528	2.512.217
15	1.733.892	1.825.128	2.025.962	2.353.763	2.576.452
16	1.733.892	1.825.128	2.025.962	2.353.763	2.576.452
17	1.784.231	1.875.467	2.076.301	2.417.998	2.640.687
18	1.794.231	1.885.467	2.086.301	2.427.998	2.650.687
19	1.844.570	1.935.806	2.136.640	2.492.233	2.714.922
20	1.844.570	1.935.806	2.136.640	2.492.233	2.714.922
21	1.894.909	1.986.145	2.186.979	2.556.468	2.779.157
22	1.894.909	1.986.145	2.186.979	2.556.468	2.779.157
23	1.945.248	2.036.484	2.237.318	2.620.703	2.843.392
24	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
25	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
26	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
27	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
28	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
29	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
30	1.965.248	2.056.484	2.257.318	2.640.703	2.863.392

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region beigelegt zu werden.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,  
B. ANSELME

Anlage II. — Muster der Bescheinigung für die im staatlichen, subventionierten, provinziellen oder kommunalen Unterrichtswesen geleisteten Dienste

Leitendes und Lehrpersonal des:  
staatlichen, subventionierten, provinziellen oder kommunalen Unterrichtswesens (\*)

BESCHEINIGUNG

über:

- die im staatlichen Unterrichtswesen geleisteten Dienste,
- die für Leistungen im subventionierten Unterrichtswesen gewährten Gehaltszuschüsse (\*)

Der Unterzeichnete (Name und Dienstgrad):

- beim Ministerium der Nationalen Erziehung — Direktion des Personals des staatlichen/subventionierten (\*) Unterrichtswesens,
- bei der Provinzialregierung der Provinz ...,
- bei der Gemeindeverwaltung von ...

erklärt hiermit, daß Fr., Fr., Hr. (\*):

- geboren am ....., eine Funktion innegehabt hat:
- im staatlichen Unterrichtswesen,
- im subventionierten Unterrichtswesen, wobei für diese Funktion nachstehenden Anstalten Gehaltszuschüsse gewährt worden sind (\*):

(Name, Adresse, Abteilung)	Zeitraum (vom bis zum)	Gehaltstabelle	(volle/keine vollen)/ Leistungs	Zahlung in 10teln/ir. 12teln

Der (die) Betreffende besitzt folgende Diplome und Befähigungsnachweise:  
Bemerkungen:

Gegeben zu  
(Name, Dienstgrad der Stufe 1, ...)

(\*) Unzutreffendes bitte streichen

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region beigelegt zu werden.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,  
B. ANSELME

Anlage III. — Muster der Bescheinigung für die in dem von den Gemeinschaften organisierten oder subventionierten Unterrichtswesen geleisteten Dienste

Leitendes und Lehrpersonal des:  
von den Gemeinschaften organisierten oder subventionierten Unterrichtswesens (\*)

BESCHEINIGUNG

über:

- die in dem von den Gemeinschaften organisierten Unterrichtswesen geleisteten Dienste (\*),
- die für Leistungen in dem von den Gemeinschaften subventionierten Unterrichtswesen gewährten Gehaltszuschüsse (\*)

Der Unterzeichnete (Name und Dienstgrad und Verwaltung):

erklärt hiermit, daß Fr., FrL., Hr. (\*):

geboren am ....., eine Funktion innegehabt hat:

- in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen,
- im subventionierten Unterrichtswesen, wobei für diese Funktion nachstehenden Anstalten Gehaltszuschüsse gewährt worden sind (\*):

(Name, Adresse, Abteilung)	Zeitraum (vom bis zum)	Gehaltstabelle	(volle/keine vollen)/ Leistungs	Zahlung in 10teln/in 12teln

Der (die) Betreffende besitzt folgende Diplome und Befähigungsnachweise:

Bemerkungen:

Gegeben zu  
(Name, Dienstgrad der Stufe 1, ...)

(\*) Unzutreffendes bitte streichen

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region beigelegt zu werden.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,  
B. ANSELME



## VERTALING

N. 94 — 3081

[C — 27632]

**17 NOVEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering  
houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het protocol nr. 59/1 van 13 juni 1991 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 140 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 10 november 1994;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Raad van State, bij arrest van 8 juli 1994, het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 1993 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest vernietigd heeft, op de enige grond van de onbevoegdheid van zijn voorsteller, ten gevolge van de vernietiging van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Overwegende dat sindsdien het personeel van de Diensten van de Waalse Regering onderworpen is aan een hybridisch statuut bestaande tegelijk uit regels toepasselijk op de rijksambtenaren en uit regels goedgekeurd door de Waalse Regering, die niet door de Raad van State vernietigd werden, namelijk het geldelijk statuut van de Waalse ambtenaren;

Overwegende dat deze situatie een juridische instabiliteit heeft veroorzaakt die nadelig is voor de goede werking van de administratie;

Overwegende dat na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het statuut een eenstemmigheid is ontstaan om over te gaan tot het onmiddellijk herstel van de akte gecensureerd bij het arrest van de Raad van State van 8 juli 1994 en tot de goedkeuring van een nieuw geldelijk statuut voor de ambtenaren van het Gewest;

Overwegende bovendien dat artikel 5, § 1, 1e lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen bepaalt dat geen akkoord tussen werkgever en werknemer mag genomen worden dat voor de periode gaande van 1 januari 1995 tot 31 december 1998 voorziet in een loonsverhoging;

Overwegende dientengevolge dat de periode tijdens welke loonsverhogingen kunnen toegekend worden aan het personeel van de diensten van de Waalse Regering zeer kort is;

Overwegende dat de protocollen nrs. 110 en 124 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 9 december 1993 en 31 maart 1994, een algemene herziening van de weddeschalen voorzien;

Overwegende dat het geboden is onverwijld maatregelen te treffen om enerzijds de voornoemde juridische instabiliteit te verhelpen, en anderzijds de hierboven vermelde protocollen vóór 1 januari 1995 op alle Waalse ambtenaren toe te passen;

Overwegende dat dit besluit een weergave is van het voormeld besluit van de Waalse Regering van 14 april 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest, dat het onderwerp is geweest van een advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en bepalingen**

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren en op de stagelairs van het Gewest.

**Art. 2.** De bezoldiging van de ambtenaren van het Gewest bestaat uit :

1° de wedde;

2° de haardtoelage of standplaatstoelage.

**Art. 3.** De wedden van de ambtenaren van het Gewest worden in schalen vastgesteld.

Een weddeschaal bestaat uit :

1° een minimumwedde;

2° tussenwedden die met weddetrappen van geldelijke anciënniteit overeenkomen en voortvloeien uit :

a) tussentijdse verhogingen;

b) bijzondere verhogingen verbonden aan de evaluatie;

3° een maximumwedde.

Elke weddeschaal bestaat uit een aantal in munteenheden uitgedrukte wedden die overeenstemmen met hun niet-geïndexeerd jaarbedrag tegen 100 %.

**Art. 4.** De haardtoelage en de standplaatstoelage zijn de toelagen bedoeld in artikel 57 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

**Art. 5.** De geldelijke anciënniteit is samengesteld uit het geheel van de voor de vaststelling van de wedde in aanmerking komende diensten.

**Art. 6.** Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit komen de bij volgende instellingen verrichte diensten in aanmerking :

1° elke instelling onder internationaal recht waarvan de federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of het Waalse Gewest lid zijn;

2° elke al dan niet als afzonderlijke rechtspersoon opgerichte instelling die afhangt van het gouvernement van Belgisch-Congo of het gouvernement van Ruanda-Urundi;

3° elke al dan niet als afzonderlijke rechtspersoon opgerichte instelling van de federale Staat die onder de wetgevende macht, de uitvoerende macht of de rechterlijke macht ressorteert;

4° elke al dan niet als afzonderlijke rechtspersoon opgerichte instelling van een Gemeenschap of een Gewest die onder de decretale macht of de uitvoerende macht ressorteert;

5° elke instelling die ressorteert onder een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een agglomeratie of een federatie van gemeenten, alsmede elke instelling die ressorteert onder een aan een provincie of gemeente ondergeschikte inrichting;

6° elke andere instelling onder Belgisch recht die voldoet aan collectieve noodwendigheden van algemeen of lokaal belang en aan welke oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft alsook elke in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi reeds bestaande instelling die aan dezelfde voorwaarden zou beantwoorden.

## HOOFDSTUK II. — *Wedden*

### *Afdeling I. — Vaststelling van de weddeschaal*

**Art. 7.** De weddeschaal voor elke graad van de ambtenaren van het Gewest wordt vastgesteld met inachtneming van de rang van die graad en van de belangrijkheid van de daarmee overeenstemmende functie.

**Art. 8.** Aan elke rang wordt een in de tabellen van bijlage I opgenomen schaal verbonden.

De schaal wordt aangeduid met de letter en het cijfer die erboven staan in de tabellen van bijlage I.

### *Afdeling II. — Vaststelling van de wedde*

#### *Onderafdeling I. — Algemene bepalingen*

**Art. 9.** De wedde van iedere ambtenaar wordt in de weddeschaal van zijn rang vastgesteld.

**Art. 10.** Bij iedere wijziging in het geldelijk statuut van een graad, wordt elke aan die graad verbonden wedde opnieuw vastgesteld alsof het nieuw geldelijk statuut altijd had bestaan.

Indien de aldus vastgestelde nieuwe wedde in dezelfde graad lager is dan de wedde die de ambtenaar geniet bij de inwerkingtreding van een nieuwe geldelijke loopbaan, blijft hij de oude geldelijke loopbaan genieten totdat hij een ten minste gelijke wedde verkrijgt in de nieuwe geldelijke loopbaan.

**Art. 11.** In de weddeschaal verbonden aan de graad waartoe hij is bevorderd, heeft de ambtenaar nooit een lagere wedde dan die hij in zijn vorige graad zou hebben genoten.

**Art. 12.** Elke ambtenaar van het Gewest geniet bijzondere verhogingen.

Aan de ambtenaren die een negatieve evaluatie krijgen wordt het voordeel van de toekomstige bijzondere verhogingen opgeschort voor de duur van de hun toegekende evaluatie.

#### *Onderafdeling 2. — In aanmerking komende diensten*

**Art. 13. § 1.** Voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen en de bijzondere verhogingen komen de diensten in aanmerking die de ambtenaar daadwerkelijk verricht heeft terwijl hij behoort tot :

1° tot de in artikel 6 bedoelde instellingen, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties, hetzij als beroepsmilitair;

2° tot de onderwijsinstellingen van de Gemeenschappen, als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties;

3° tot de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties;

4° tot de vrije gesubsidieerde diensten van school- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties.

In afwijking van het eerste lid komen de in het eerste lid bedoelde diensten, verricht als tewerkgestelde werkloze in een ambt met volledige prestaties, eveneens in aanmerking voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen en de bijzondere verhogingen, en dit voor een maximumduur van zes jaar.

**§ 2.** Voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen en de bijzondere verhogingen komen eveneens in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaar heeft verricht in een bezoldigd ambt bedoeld in § 1 maar met onvolledige prestaties, ten bedrage van de evenredige duur van een voltijds ambt dat deze diensten opleveren wanneer ze verricht worden.

**Art. 14.** Voor de toepassing van artikel 13 :

1° wordt de ambtenaar geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang hij zich bevindt in een administratieve stand op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt;

2° zijn volledig, de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt;

3° worden als beroepsmilitair beschouwd :

a) de beroepsofficieren, de toegevoegde officieren en de hulpofficieren;

b) de reserveofficieren die vrijwillige prestaties verrichten, met uitsluiting van oefeningsprestaties;

c) de beroepsonderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de toegevoegde onderofficieren;

d) de militairen met een lagere graad dan die van officier, die dienen op grond van een dienstneming of van een wederdienstneming;

e) de aalmoezeniers en de leek-adviseurs van het actieve kader en de reserve-aalmoezeniers en — leek-adviseurs die in vredestand in dienst worden gehouden om het tijdelijke kader van de aalmoezeniersdienst of van de leek-adviseursdienst te vormen.

**Art. 15. § 1.** De in aanmerking komende diensten die volle maanden bedragen worden rechtstreeks meegerekend in de geldelijke anciënniteit.

**§ 2.** De in aanmerking komende diensten die maandgedeelten bedragen, worden aan het einde van het jaar opgeteld. De maandgedeelten met perioden van dertig dagen worden in de geldelijke anciënniteit meegerekend als één maand per periode van dertig dagen.

De in het eerste lid bedoelde diensten hebben in de geldelijke anciënniteit slechts uitwerking met ingang van 1 januari van het volgende jaar. Die diensten hebben echter uitwerking vanaf de datum van de werving als ambtenaar of stagiair of van de eerste dag van de maand na de werving in die hoedanigheid, wanneer de wervingsdatum niet overeenstemt met de eerste dag van de maand.

De maandgedeelten die aan het einde van het jaar minder dan dertig dagen bedragen worden naar het volgende jaar overgebracht waar ze aan het einde van het boekjaar opnieuw worden onderworpen aan de in het eerste en het tweede lid bedoelde bepalingen.

**Art. 16. § 1.** In afwijking van artikel 15 wordt de duur van de in aanmerking komende diensten die de ambtenaar in het onderwijs ad interim of als tijdelijke heeft verricht, vastgesteld aan de hand van het attest afgegeven door de bevoegde autoriteiten en opgesteld overeenkomstig de als bijlage II en III bij dit besluit gevoegde modellen.

De op dit attest vermelde volledige prestaties, waarvoor de betaling in lóden gebeurde, en die per schooljaar geen volledig jaar werkelijke diensten vertegenwoordigen, worden dag per dag samengeteld. Het totale aantal aldus gewerkte dagen met volledige prestaties wordt vermenigvuldigd met 1,2. Het totaal van deze rekenkundige bewerking wordt vervolgens gedeeld door 30. Het verkregen produkt geeft het aantal in aanmerking te nemen maanden; met de rest wordt rekening gehouden op de in artikel 15, § 2, bedoelde wijze.

De op hetzelfde attest vermelde volledige prestaties, die bewijzen dat de ambtenaar een volledig schooljaar heeft gewerkt, gelden voor een totaal van 300 dagen en leveren één jaar in aanmerking te nemen diensten op.

§ 2. Artikel 13, § 2, is, mits de nodige aanpassingen, van toepassing op de in aanmerking komende diensten die de ambtenaar ad interim of als tijdelijke in het onderwijs heeft verricht.

**Art. 17.** De duur van de in aanmerking komende diensten die de ambtenaar telt, mag nooit de werkelijke duur van de door deze diensten gedekte tijdperken overschrijden.

**Art. 18.** Voor elke periode waarin de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde in een graad heeft behouden of verloren, worden de diensten die hij in een andere graad mocht hebben verricht niet medegerekend bij de vaststelling van zijn wedde in die graad en in enige latere graad die met deze laatste verband houdt ingevolge de statutaire samenhang van de opeenvolgende hoedanigheden van de ambtenaar.

#### Onderafdeling 3. — Berekening en uitbetaling van de wedde

**Art. 19. § 1.** De maandwedde is gelijk aan 1/12 van de wedde.

Bij het overlijden of op pensioen stellen van de ambtenaar is de wedde voor de lopende maand niet terugverderbaar.

§ 2. De uurwedde is gelijk aan 1/1 976e van de wedde.

**Art. 20. § 1.** Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld.

Als het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder bedraagt, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen.

Als het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien bedraagt, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen.

§ 2. Wanneer de maand uit twee perioden bestaat die verschillen naar gelang van het bedrag of de begrotingsaanwijzing der wedde :

1° wordt het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten bepaald naar § 1;

2° wordt het totaal aantal voor de maand verschuldigde dertigsten bepaald naar § 1; dit aantal is altijd gelijk aan dertig zo de maand volledig te betalen is;

3° is het aantal voor de tweede periode verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen het totaal voor de maand verschuldigde dertigsten en het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten.

**Art. 21. § 1.** De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijszamenstelling de regels voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijszamenstelling van het Rijk worden gekoppeld.

De wedde wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

§ 2. De uurwedde ondergaat dezelfde indexering als de wedde van de maand waarop ze betrekking heeft.

**Afdeling III. — Wedde in geval van verlof wegens verminderde prestaties**  
gewettigd door sociale of familiale redenen en in geval van afwezigheid wegens een persoonlijke aangelegenheid

**Art. 22.** Wanneer de ambtenaar het voordeel geniet van de verlofregeling wegens verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wanneer hij verminderde prestaties verricht die zijn gewettigd wegens persoonlijke aangelegenheid wordt de gewaarborgde bezoldiging berekend naar rata van de werkelijke diensten.

**Art. 23.** In afwijking van artikel 15, § 2, komt de periode gedurende welke de ambtenaar verminderde prestaties verricht die zijn gewettigd wegens een persoonlijke aangelegenheid, volledig in aanmerking voor de geldelijke anciënniteit.

**Art. 24.** Bij verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen, wordt de verschuldigde wedde, in afwijking van artikel 20, berekend door de maandwedde te vermenigvuldigen met de breuk die de verhouding van de prestaties voorstelt.

**Art. 25.** Bij verminderde prestaties gewettigd wegens een persoonlijke aangelegenheid, wordt de verschuldigde wedde, in afwijking van artikel 20, berekend door de maandwedde te vermenigvuldigen met de breuk die de verhouding van de prestaties voorstelt.

#### HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen voor de ambtenaren van het Waalse Gewest die titularis zijn van een met bepaalde bevoegdheden overeenstemmende graad

**Art. 26.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de ambtenaren van het Gewest en op de stagiairs, kandidaat-ambtenaren van het Gewest, bij wier werving één van de volgende diploma's is vereist : burgerlijk ingenieur, landbouwkundig ingenieur, ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën, ingenieur-geoloog, licentiaat in de informatica, apotheker, doctor in de wetenschappen, doctor in de scheikundige wetenschappen, dierenarts of doctor in de geneeskunde, heelkunde en verloskunde.

**Art. 27.** De ambtenaren die bij omzetting van graad tot de graad van attaché worden benoemd en de stagiairs die in de graad van attaché worden geworven, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A6.

**Art. 28.** De ambtenaren die bij omzetting van graad tot de graad van eerste attaché worden benoemd, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A5.

De ambtenaren die titularis zijn van de graad van attaché die overeenstemt met een in artikel 26 bedoelde hoedanigheid, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A5 zodra ze bij verhoging van graad tot de graad van eerste attaché worden bevorderd.

**Art. 29.** De ambtenaren die bij omzetting van graad tot de graad van directeur worden benoemd, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A4.

De ambtenaren die titularis zijn van de graad van eerste attaché die overeenstemt met een in artikel 26 bedoelde hoedanigheid, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A4 zodra ze bij verhoging van graad tot de graad van directeur worden bevorderd.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slofbepalingen*

##### *Afdeling I. — Algemene en opheffingsbepalingen*

**Art. 30.** De Waalse Regering beslist over de gevallen die een zodanig bijzonder karakter vertonen dat in de zin van dit besluit een minder letterlijke toepassing van zijn bepalingen verantwoord is.

**Art. 31.** Voor de diensten waarop het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest wordt toegepast, worden de volgende besluiten opgeheven:

1° het koninklijk besluit van 3 december 1969 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het mechanografisch personeel van de centra voor informatie-verwerking in de rijksbesturen, gewijzigd bij ministerieel besluit van 11 december 1970 en bij de koninklijke besluiten van 20 juni 1973, 10 juni 1975, 14 januari 1977 en 12 april 1978;

2° het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 januari 1974, 2 juni 1975, 5 december 1978, 27 juli 1981, 30 maart 1983, 4 november 1987, 3 december 1987, 16 augustus 1988, 27 juli 1989, 13 december 1989, 21 maart 1990, 7 augustus 1991, 6 november 1991, 18 november 1991 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 19 november 1992, 23 december 1992, 17 juni 1993 en 4 november 1993;

3° het koninklijk besluit van 29 juni 1973 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 november 1973, 4 januari 1974, 12 mei 1975, 17 januari 1978, 5 december 1978, 16 november 1979, 12 februari 1980, 4 juni 1982, 16 augustus 1988, 13 december 1989, 21 maart 1990, 7 augustus 1991, 6 november 1991, 12 november 1991 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 19 november 1992, 23 december 1992, 17 juni 1993 en 4 november 1993;

4° het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1978, 27 juli 1981, 10 september 1981, 4 november 1987, 16 augustus 1988, 13 december 1989, 21 maart 1990, 7 augustus 1991, 6 november 1991 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 19 november 1992, 23 december 1992, 17 juni 1993 en 4 november 1993;

5° het koninklijk besluit van 11 februari 1977 betreffende de toekenning van de zogeheten « weddeschaal van geselecteerde » aan bepaalde personeelsleden van sommige ministeries;

6° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 mei 1985 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden bij het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 november 1993;

7° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 oktober 1986 tot vaststelling van de weddeschaal van de bijzondere graad van technisch hoofdbeampte bij Waters en Bossen (rang 33);

8° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 december 1989 houdende vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de graden van scheikundige-stationschef, laboratoriumchef, scheikundige-laboratoriumchef en hoofd technische helper;

9° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 december 1990 houdende vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de graden van hoofdgeneesheer-directeur, hoofdgeoloog-directeur, eerstaanwezend inspecteur-geneesheer, inspecteur-geneesheer, technisch adjunct eerste klasse, fotograaf, tekenaar, eerste hoofdclerk, hoofd-operator en directeur-generaal (16/S) bij het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 november 1993;

10° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 december 1990 houdende vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van mijnmeter eerste klasse en mijnmeter bij het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 november 1993;

11° het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Rijksbesturen;

12° het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden bij het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer;

13° het besluit van de Waalse Regering van 14 april 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest.

##### *Afdeling II. — Overgangsbepalingen*

**Art. 32.** De bij omzetting van graad benoemde ambtenaren behouden ten minste de bezoldiging die ze hadden of zouden hebben verkregen in de weddeschaal verbonden aan hun oude graad.

De ambtenaren die titularis zijn van een oude graad binnen een vlakke loopbaan behouden ten minste de bezoldiging die ze hadden of zouden hebben verkregen in iedere graad binnen deze loopbaan.

**Art. 33.** Dit besluit treedt in werking op 1 december 1994.

**Art. 34.** De minister tot wiens bevoegdheden Administratie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

[F - 27632]

## Bijlage I - Weddeschalen

NIVEAU 4			
RANG	E3	E2	E1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988	3/1 x 4.512 10/2 x 2.323 2/2 x 4.988
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	493.628	529.506	601.262
1	498.140	534.018	605.774
2	502.652	538.530	610.286
3	507.164	543.042	614.798
4	507.164	543.042	614.798
5	509.487	545.365	617.121
6	519.487	555.365	627.121
7	521.810	557.688	629.444
8	521.810	557.688	629.444
9	524.133	560.011	631.767
10	524.133	560.011	631.767
11	526.456	562.334	634.090
12	536.456	572.334	644.090
13	538.779	574.657	646.413
14	538.779	574.657	646.413
15	541.102	576.980	648.736
16	541.102	576.980	648.736
17	543.425	579.303	651.059
18	553.425	589.303	661.059
19	555.748	591.626	663.382
20	555.748	591.626	663.382
21	558.071	593.949	665.705
22	558.071	593.949	665.705
23	560.394	596.272	668.028
24	570.394	606.272	678.028
25	575.382	611.260	683.016
26	575.382	611.260	683.016
27	580.370	616.248	688.004
28	580.370	616.248	688.004
29	580.370	616.248	688.004
30	590.370	626.248	698.004

NIVEAU 3			
RANG	D3	D2	D1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749	3/1 x 5.595 5/2 x 7.775 6/2 x 10.655 2/2 x 16.749
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	509.990	616.879	748.869
1	515.585	622.474	754.464
2	521.180	628.069	760.059
3	526.775	633.664	765.654
4	526.775	633.664	765.654
5	534.550	641.439	773.429
6	544.550	651.439	783.429
7	552.325	659.214	791.204
8	552.325	659.214	791.204
9	560.100	666.989	798.979
10	560.100	666.989	798.979
11	567.875	674.764	806.754
12	577.875	684.764	816.754
13	585.650	692.539	824.529
14	585.650	692.539	824.529
15	596.305	703.194	835.184
16	596.305	703.194	835.184
17	606.960	713.849	845.839
18	616.960	723.849	855.839
19	627.615	734.504	866.494
20	627.615	734.504	866.494
21	638.270	745.159	877.149
22	638.270	745.159	877.149
23	648.925	755.814	887.804
24	658.925	765.814	897.804
25	669.580	776.469	908.459
26	669.580	776.469	908.459
27	686.329	793.218	925.208
28	686.329	793.218	925.208
29	703.078	809.967	941.957
30	713.078	819.967	951.957

NIVEAU 2			
RANG	C3	C2	C1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 10.676 1/2 x 10.676 1/2 x 14.232 2/2 x 28.463 9/2 x 24.907	3/1 x 10.676 1/2 x 10.676 1/2 x 14.232 2/2 x 28.463 9/2 x 24.907	3/1 x 10.676 1/2 x 10.676 1/2 x 14.232 2/2 x 28.463 9/2 x 24.907
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	545.922	674.201	870.760
1	556.598	684.877	881.436
2	567.274	695.553	892.112
3	577.950	706.229	902.788
4	577.950	706.229	902.788
5	588.626	716.905	913.464
6	598.626	726.905	923.464
7	612.858	741.137	937.696
8	612.858	741.137	937.696
9	641.321	769.600	966.159
10	641.321	769.600	966.159
11	669.784	798.063	994.622
12	679.784	808.063	1.004.622
13	704.691	832.970	1.029.529
14	704.691	832.970	1.029.529
15	729.598	857.877	1.054.436
16	729.598	857.877	1.054.436
17	754.505	882.784	1.079.343
18	764.505	892.784	1.089.343
19	789.412	917.691	1.114.250
20	789.412	917.691	1.114.250
21	814.319	942.598	1.139.157
22	814.319	942.598	1.139.157
23	839.226	967.505	1.164.064
24	849.226	977.505	1.174.064
25	874.133	1.002.412	1.198.971
26	874.133	1.002.412	1.198.971
27	899.040	1.027.319	1.223.878
28	899.040	1.027.319	1.223.878
29	923.947	1.052.226	1.248.785
30	933.947	1.062.226	1.258.785

NIVEAU 2 +			
RANG	B3	B2	B1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	579.081	718.714	997.980
1	589.153	728.786	1.008.052
2	599.225	738.858	1.018.124
3	609.297	748.930	1.028.196
4	609.297	748.930	1.028.196
5	620.983	760.616	1.039.882
6	630.983	770.616	1.049.882
7	646.561	786.194	1.065.460
8	646.561	786.194	1.065.460
9	673.413	813.046	1.092.312
10	673.413	813.046	1.092.312
11	700.265	839.898	1.119.164
12	710.265	849.898	1.129.164
13	733.762	873.395	1.152.661
14	733.762	873.395	1.152.661
15	757.259	896.892	1.176.158
16	757.259	896.892	1.176.158
17	780.756	920.389	1.199.655
18	790.756	930.389	1.209.655
19	814.253	953.886	1.233.152
20	814.253	953.886	1.233.152
21	837.750	977.383	1.256.649
22	837.750	977.383	1.256.649
23	861.247	1.000.880	1.280.146
24	871.247	1.010.880	1.290.146
25	894.744	1.034.377	1.313.643
26	894.744	1.034.377	1.313.643
27	918.241	1.057.874	1.337.140
28	918.241	1.057.874	1.337.140
29	941.738	1.081.371	1.360.637
30	951.738	1.091.371	1.370.637



NIVEAU 1				
RANG	A6	A6 -BIJZ. SCH.	A5	A5 -BIJZ. SCH.
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250	3/1 x 24.907 10/2 x 45.339	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	843.239	1.063.181	1.018.767	1.259.537
1	868.146	1.088.088	1.043.674	1.284.444
2	893.053	1.112.995	1.068.581	1.309.351
3	917.960	1.137.902	1.093.488	1.334.258
4	917.960	1.137.902	1.093.488	1.334.258
5	956.210	1.176.152	1.138.827	1.372.508
6	966.210	1.186.152	1.148.827	1.382.508
7	1.004.460	1.224.402	1.194.166	1.420.758
8	1.004.460	1.224.402	1.194.166	1.420.758
9	1.042.710	1.262.652	1.239.505	1.459.008
10	1.042.710	1.262.652	1.239.505	1.459.008
11	1.080.960	1.300.902	1.284.844	1.497.258
12	1.090.960	1.310.902	1.294.844	1.507.258
13	1.129.210	1.349.152	1.340.183	1.545.508
14	1.129.210	1.349.152	1.340.183	1.545.508
15	1.167.460	1.387.402	1.385.522	1.583.758
16	1.167.460	1.387.402	1.385.522	1.583.758
17	1.205.710	1.425.652	1.430.861	1.622.008
18	1.215.710	1.435.652	1.440.861	1.632.008
19	1.253.960	1.473.902	1.486.200	1.670.258
20	1.253.960	1.473.902	1.486.200	1.670.258
21	1.292.210	1.512.152	1.531.539	1.708.508
22	1.292.210	1.512.152	1.531.539	1.708.508
23	1.330.460	1.550.402	1.576.878	1.746.758
24	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
25	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
26	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
27	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
28	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
29	1.340.460	1.560.402	1.586.878	1.756.758
30	1.350.460	1.570.402	1.596.878	1.766.758

NIVEAU 1					
RANG	A4	A4 -BIJZ. SCH.	A3	A2	A1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 50.339	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	1.337.137	1.428.373	1.629.207	1.873.632	2.096.321
1	1.362.044	1.453.280	1.654.114	1.898.539	2.121.228
2	1.386.951	1.478.187	1.679.021	1.923.446	2.146.135
3	1.411.858	1.503.094	1.703.928	1.948.353	2.171.042
4	1.411.858	1.503.094	1.703.928	1.948.353	2.171.042
5	1.462.197	1.553.433	1.754.267	2.012.588	2.235.277
6	1.472.197	1.563.433	1.764.267	2.022.588	2.245.277
7	1.522.536	1.613.772	1.814.606	2.086.823	2.309.512
8	1.522.536	1.613.772	1.814.606	2.086.823	2.309.512
9	1.572.875	1.664.111	1.864.945	2.151.058	2.373.747
10	1.572.875	1.664.111	1.864.945	2.151.058	2.373.747
11	1.623.214	1.714.450	1.915.284	2.215.293	2.437.982
12	1.633.214	1.724.450	1.925.284	2.225.293	2.447.982
13	1.683.553	1.774.789	1.975.623	2.289.528	2.512.217
14	1.683.553	1.774.789	1.975.623	2.289.528	2.512.217
15	1.733.892	1.825.128	2.025.962	2.353.763	2.576.452
16	1.733.892	1.825.128	2.025.962	2.353.763	2.576.452
17	1.784.231	1.875.467	2.076.301	2.417.998	2.640.687
18	1.794.231	1.885.467	2.086.301	2.427.998	2.650.687
19	1.844.570	1.935.806	2.136.640	2.492.233	2.714.922
20	1.844.570	1.935.806	2.136.640	2.492.233	2.714.922
21	1.894.909	1.986.145	2.186.979	2.556.468	2.779.157
22	1.894.909	1.986.145	2.186.979	2.556.468	2.779.157
23	1.945.248	2.036.484	2.237.318	2.620.703	2.843.392
24	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
25	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
26	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
27	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
28	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
29	1.955.248	2.046.484	2.247.318	2.630.703	2.853.392
30	1.965.248	2.056.484	2.257.318	2.640.703	2.863.392

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

Bijlage II. — Model van attest voor diensten gepresteerd in het Rijks-,  
gesubsidieerd, provinciaal of gemeentelijk onderwijs

Bestuurs- en onderwijzend personeel van :  
het Rijks-, gesubsidieerd, provinciaal of gemeentelijk onderwijs (\*)

ATTEST

betreffende :

- de diensten gepresteerd in het Rijksonderwijs;
- de weddetoelagen verleend voor prestaties in het gesubsidieerd onderwijs (\*)

Ondergetekende (naam en graad) :

- bij het Ministerie van Onderwijs-Bestuur Personeel Rijksonderwijs/gesubsidieerd onderwijs (\*)
- bij het Provinciaal Gouvernement van de Provincie ...
- bij het Gemeentebestuur van ...

verklaart dat Mevr., Mej., de heer (\*)

geboren op ....., titularis is geweest van een ambt

- in het Rijksonderwijs;
- in het gesubsidieerd onderwijs waarvoor weddetoelagen werden verleend (\*) aan de volgende inrichtingen :

(Inrichting (Benaming, adres, afdeling)	Periode (van/tot)	Weddeschaal	Prestaties (volledig/ onvolledig)	Betaling in 10den/12den

Betrokkene is houd(st)er van volgende diploma's en bekwaamheidsbewijzen :

Opmerkingen :

Gegeven te ...  
(Naam, graad niveau 1, ...)

(\*) schrappen wat niet past

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

Bijlage III. — Model van attest voor diensten gepresteerd  
in het door de Gemeenschappen ingericht of gesubsidieerd onderwijs  
Bestuurs- en onderwijzend personeel van :  
het door de Gemeenschappen ingericht of gesubsidieerd onderwijs (\*)

## ATTEST

betreffende :  
— de diensten gepresteerd in het onderwijs ingericht door de Gemeenschappen;  
— de weddetoelagen verleend voor prestaties in het onderwijs gesubsidieerd door de Gemeenschappen (\*)  
Ondergetekende (naam, graad en bestuur) :  
verklaart dat Mevr., Mej., de heer (\*)  
geboren op ....., titularis is geweest van een ambt  
— in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;  
— in het gesubsidieerd onderwijs waarvoor weddetoelagen werden verleend (\*) aan de volgende  
inrichtingen :

(Inrichting (Benaming, adres, afdeling))	Periode (van/tot)	Weddeschaal	Prestaties (volledig/ onvolledig)	Betaling in 10den/12den

Betrokkene is houd(st)er van volgende diploma's en bekwaamheidsbewijzen :  
Opmerkingen :

Gegeven te ...  
(Naam, graad niveau 1, ...)

(\*) schrappen wat niet past

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het  
geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,  
B. ANSELME